



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ORNE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des Procédures d'Utilité Publique

NOR : 1122-13-20040

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Société SEP VALORISATION

COMMUNE DE SEES

LE PREFET DE L'ORNE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU

- le code de l'environnement, livre V - Titre 1^{er} : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment l'article L.514-1,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- le récépissé de déclaration du 13 novembre 2003 délivré à la société S.E.P. Valorisation concernant l'exploitation d'une plate-forme de compostage de déchets verts,
- le récépissé de déclaration du 6 août 2007 pour l'exploitation d'une plate forme Bois Energie,
- l'arrêté préfectoral du 6 avril 2010 encadrant les activités liées à l'exploitation de la plate-forme dédiée aux activités de bois,
- l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170,
- l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juin 2013 suite à la visite d'inspection du 17 juin 2013,

CONSIDERANT

- que l'établissement exploité par la société S.E.P. VALORISATION est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de la déclaration dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral et les arrêtés ministériels susvisés,
- que le 17 juin 2013, un inspecteur des installations classées a constaté que la société S.E.P. VALORISATION exploitait des stockages à une hauteur supérieure à celle prescrite,
- que le non respect de cette hauteur limite constitue une gêne pour les riverains et par conséquent ne permet pas de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne

ARRETE

ARTICLE 1 : La société S.E.P. VALORISATION, dont le siège social est situé ZI les Fourneaux à SEES, est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse, de se mettre en conformité par rapport aux dispositions suivantes dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2010 :
en limitant la hauteur des îlots de produits stockés à 3 mètres.
- point 3.7 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 susvisé :
en limitant la hauteur des tas et andains de matières fermentescibles, ainsi que du compost à 3 mètres.

ARTICLE 2 : Faute pour la société S.E.P. VALORISATION de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1, les sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées, indépendamment des sanctions pénales encourues.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIES DE RECOURS (article L514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif :

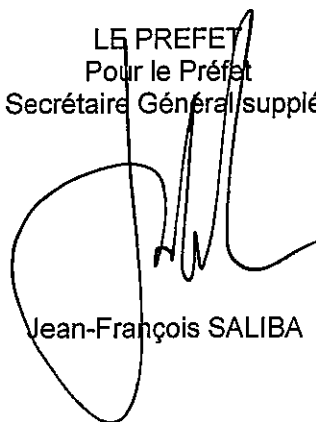
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cet arrêté.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de SEES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Orne, et l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société S.E.P VALORISATION.

Alençon, le 29 JUL 2013

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général suppléant,



Jean-François SALIBA

